

PREFET DES HAUTS DE SEINE

Arrêté DRE n°2010 - 188 du 8 décembre 2010 prescrivant à la Société GENNEDITH (ELYO-COFRETH chaufferie du luth), de nouvelles prescriptions concernant les valeurs limites d'émission atmosphérique et du programme de surveillance des installations de combustion situées au 15, rue Paul Verlaine à Gennevilliers.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'article L 511-1 et l'article R 512-31,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 3 octobre 1997 et l'arrêté complémentaire du 15 janvier 2007 réglementant les installations de la société GENNEDITH (ELYO IDF) situées sur le territoire de la commune de Gennevilliers au 15, rue Paul Verlaine (chaufferie du Luth),

**Vu** le bilan de fonctionnement transmis par la société GENNEDITH le 26 décembre 2006 et complété le 21 juillet 2008 conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R 512-45 du code de l'environnement,

**VU** le rapport du 27 novembre 2009 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France validant le bilan de fonctionnement et proposant des prescriptions fixant de nouvelles valeurs de rejets et de surveillance des émissions atmosphériques concernant la chaufferie de la société GENNEDITH,

**Vu** la lettre en date du 30 novembre 2009 informant le responsable de la société GENNEDITH des propositions formulées par Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et de la faculté qui lui était réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Vu** l'avis du CODERST, en date du 15 décembre 2009,

**Vu** le courrier en date du 15 décembre 2009 de la société GENNEDITH sollicitant un délai supplémentaire quant à l'application des prescriptions envisagées pour les chaudières 3 et 4 fonctionnant au gaz naturel en appoint sur des temps très courts lorsque les températures extérieures deviennent négatives afin qu'elle puisse se mettre en conformité et respecter la nouvelle valeur limite d'émission (VLE) Nox (100mg/m3) au cours de la phase transitoire applicable jusqu'au 31/12/2012.

**Vu** le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en date du 19 mai 2010 :

- proposant de modifier l'article 4-2-4-5 du projet de réglementation qui a été transmis le 30 novembre 2009 et qui consiste à imposer la VLE de 100mg/Nm3 aux chaudières 3 et 4 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013,
- précisant qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 la VLE Nox de 100mg/Nm3 devra être respectée pour l'ensemble des chaudières fonctionnant au gaz naturel.

**Vu** la lettre en date du 8 septembre 2010 informant le responsable de la société GENNEDITH des propositions formulées par Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

**Vu** l'avis du CODERST, en date du 21 septembre 2010,

**Vu** la lettre en date du 20 octobre 2010 notifiée le 26 octobre 2010 communiquant à la société GENNEDITH un projet d'arrêté établi en fonction de l'avis émis par le CODERST et lui fixant un délai de 15 jours pour présenter d'éventuelles observations,

**Considérant** que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part,

**Considérant** que les valeurs de rejets aqueux et atmosphériques imposées à la société des GENNEDITH permettront de garantir les dispositions prévues par l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

#### **TITRE 1 : PORTEE DES MODIFICATIONS DES ARRETES PREFECTORAUX**

Les articles/conditions listé(e)s ci-dessous :

- Les articles 1 et 2 de l'arrêté n°2007-07 du 15 janvier 2007, relatifs au respect de prescriptions et aux valeurs limites applicables aux rejets atmosphériques,
- La condition 1-3 (Contrôles et analyse ) du I (Généralités ) de l'article 2 de l'arrêté du 03/10/1997, relatif aux prescriptions applicables à l'ensemble de l'établissement,
- La condition 4 (rejets à l'atmosphère ) de l'article 3 (dispositions applicables à l'installation de combustion ) de l'arrêté du 03/10/1997 précité,
- La condition 5 (contrôle des rejets) de l'article 3 (dispositions applicables à l'installation de combustion ) de l'arrêté du 03/10/1997 précité.

sont remplacé(e)s par les dispositions du présent arrêté.

**TITRE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

La société GENNEDITH (COFELY) est autorisée à exploiter les installations classées, 15 rue Paul Verlaine à Gennevilliers, classables sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	AS.A. D.NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volum e autoris é	Unités du volume autoris é
2910	A1	A	La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1) supérieure ou égale à 20 MW	4 chaudières mixtes gaz naturel /FOD de puissance unitaire 8,7 MW 1 chaudière gaz naturel de puissance unitaire 8,7 MW 1 chaudière gaz naturel de puissance unitaire 1,7MW 1 chaudière gaz naturel de puissance unitaire 3 MW 1 turbine à gaz de 16 MW	Puissance thermique maximale	≥ 20	MW	64,2	MW
1432	2a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³	1 cuve fioul domestique de 800 m³	Capacité équivalente	≥ 100	m³	800/5=160	m³
1434	2	A	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	1 poste de chargement de camion-citerne composé d'un bras de chargement de 77 m³/h.					

### **TITRE 3 : contrôles et analyses inopinés ou non**

Indépendamment du programme de surveillance des émissions explicitement prévu dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment à l'exploitant, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que le contrôle de la radioactivité et l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations et de mesures dans l'environnement, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

*L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les moyens de mesure ou de test répondant aux contrôles envisagés pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.*

### **TITRE 4 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE ET SURVEILLANCE**

#### **CHAPITRE 4.1 : Conception des installations**

##### **CONDITION 4.1.1 : DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

##### **CONDITION 4.1.2 : POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

##### **CONDITION 4.1.3 : ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

## **CHAPITRE 4.2 : Conditions de rejet**

### **CONDITION 4.2.1 : DISPOSITIONS GENERALES**

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### **CONDITION 4.2.2 : CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES**

La vitesse d'éjection des gaz des chaudières sera au moins égale à 6 m/s.

La vitesse d'éjection des gaz de la turbine sera au moins égale à 25 m/s.

La hauteur minimale de chaque cheminée est au moins de 19 mètres.

### **CONDITION 4.2.3 : CONDITIONS GENERALES DE REJET**

#### **4.2.3.1- Plan de protection de l'atmosphère**

Les installations devront satisfaire à l'arrêté interpréfectoral n°2006-1117 du 7 juillet 2006 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère de la région Ile de France ou aux textes qui s'y substitueraient.

#### **4.2.3.2- Dispositions particulières**

Les installations doivent être exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral n°2007- 21277 du 3 décembre 2007 relatif à la procédure d'alerte et d'information du public en cas d'épisode de pollution atmosphérique en région Ile-de-France, ou tout règlement ultérieur qui s'y substituerait.

A ce titre, une réduction du fonctionnement des installations pouvant aller jusqu'à l'arrêt des émissions polluantes pourra être prescrite en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils d'alerte relatifs au dioxyde d'azote, au dioxyde de soufre ou à l'ozone, dans les conditions prévues par l'arrêté interpréfectoral d'alerte.

## CONDITION 4.2.4 : VALEURS LIMITES DES POLLUANTS REJETES

### 4.2.4.1- Généralités

- I. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 °K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- II. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 3 % en volume dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
- III. Les VLE en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.
- IV. Lorsqu'un équipement est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la condition 4.2.4.5, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne de cet équipement. Cette procédure indique notamment la nécessité :
  - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de la chaudière associée à cet équipement ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures ;
  - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures.
- V. La durée de fonctionnement d'une chaudière avec un dysfonctionnement d'un tel équipement ne peut excéder une durée cumulée de 120 heures sur douze mois glissants.
- VI. L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les deux cas suivants :
  - il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
  - la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation objet du dysfonctionnement serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs.Ces dispositions sont mentionnées dans la procédure d'exploitation imposée par le paragraphe IV ci-dessus.

### 4.2.4.2- Cas particulier

L'exploitant peut, pour une période limitée à six mois, demander au préfet une dérogation aux valeurs limites d'émission relatives au SO<sub>2</sub> s'il utilise, en fonctionnement normal, un combustible à faible teneur en soufre pour respecter ces VLE, et si une interruption soudaine et imprévue de son approvisionnement liée à une pénurie grave se produit.

L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission relatives au SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, poussières s'il utilise, en fonctionnement normal, un combustible gazeux et si une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz se produit. Il doit en informer immédiatement le préfet.

Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

### 4.2.4.3- Gaz à effet de serre

L'exploitant limite, autant que faire se peut, ses rejets de gaz à effet de serre. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées des éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO<sub>2</sub>).

#### 4.2.4.4- Caractéristiques des combustibles utilisés

La chaufferie fonctionne normalement avec du gaz naturel.

En cas d'effacement de la fourniture de gaz ou en cas de secours ou de froid exceptionnel, certains générateurs pourront utiliser du fioul domestique.

#### 4.2.4.5- Valeurs limites en concentration et en flux dans les rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques des chaudières et de la turbine doivent respecter (hors phase de démarrage) les valeurs suivantes :

des valeurs suivantes :

Paramètres	CHAUDIERE FIOUL DOMESTIQUE		CHAUDIERES GAZ NATUREL			TURBINE GAZ NATUREL	
	Concentrations à 3% d'O <sub>2</sub> sur gaz secs [mg/Nm <sup>3</sup> ]	Flux maximal en kg/h	Concentrations à 3% d'O <sub>2</sub> sur gaz secs [mg/Nm <sup>3</sup> ]		Flux en kg/j	Concentrations à 15% d'O <sub>2</sub> sur gaz secs [mg/Nm <sup>3</sup> ]	Flux maximal en kg/h
CH/TAC concernées	VLE applicables dès notification pour toutes les CH	Flux applicables dès notification pour toutes les CH	VLE applicables dès notification pour toutes les CH sauf pour les CH 3 et 4  VLE applicables à partir du 1/01/2013 pour les CH 3 et 4	VLE applicables jusqu'au 31/12/2012 pour les CH 3 et 4	Flux applicables dès notification pour toutes les CH	VLE applicables dès notification pour la TAC	Flux applicables dès notification pour la TAC
SO <sub>2</sub>	175	8	< 10	< 10	/	< 10	/
NO <sub>x</sub>	300	14	100	150	7	90	5
Poussières	30	2	< 5	< 5	/	< 5	/
CO	50	3	100	100	7	100	6
HAP	0,1	/	/	/	/	/	/
COV	110	/	/	/	/	/	/
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	/	/	/	/	/	/
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 pour la somme	/	/	/	/	/	/
Plomb (Pb) et ses composés	1	/	/	/	/	/	/
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 pour la somme	/	/	/	/	/	/
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	< 5	/	/	/	/	/	/

CH : Chaudière

### CHAPITRE 4.3 : Surveillance des émissions atmosphériques

#### CONDITION 4.3.1 : CALIBRAGE DES APPAREILS DE MESURE EN CONTINU

Le système automatique de mesurage des émissions dans l'air répond aux spécifications de la norme NF EN 14181. Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 (\*). Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 (\*) et QAL 3 (\*) conduisent à des résultats satisfaisants.

L'exploitant devra réaliser la première procédure QAL 2 de ses appareils de mesure en continu selon cette norme avant le 6 novembre 2009. La procédure QAL 2 sera ensuite réalisée tous les cinq ans, ainsi qu'à chaque changement important de l'installation, des caractéristiques de l'effluent à contrôler ou de l'appareil de mesure.

L'exploitant dispose d'une procédure permettant de répondre au niveau d'assurance qualité QAL 3 (\*).

Un test annuel de surveillance (AST \*) pour chaque appareil de mesure en continu est mis en place.

(\*) On en entend par :

- QAL 1 : Le premier niveau d'assurance qualité défini par la norme NF EN 14181 relative aux appareils de mesure en continu. Cette procédure est utilisée pour évaluer l'appareil et permet de calculer l'incertitude des valeurs mesurées par le système automatique de mesurage.

- QAL 2 : Le deuxième niveau d'assurance qualité défini par la norme NF EN 14181 relative aux appareils de mesure en continu. Il décrit la procédure mise en œuvre pour déterminer la fonction d'étalonnage du système de mesurage et la validation de cet étalonnage, à partir de mesures effectuées en parallèle sur site avec les méthodes de référence.
- QAL 3 : Le troisième niveau d'assurance qualité défini par la norme NF EN 14181 relative aux appareils de mesure en continu. Il décrit la démarche à suivre pour que l'exploitant puisse assurer le maintien de la qualité des mesurages au cours du fonctionnement normal du système.
- Test annuel de surveillance (AST) : La procédure mise en œuvre pour évaluer si le système de mesurage fonctionne correctement, si ses performances restent valides et si l'étalonnage et sa variabilité restent inchangés par rapport à leur détermination lors du QAL 2. Ce test est réalisé à partir de mesures effectuées en parallèle sur site avec les méthodes de référence.

#### CONDITION 4.3.2 : PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET CONTROLE PERIODIQUE REGLEMENTAIRE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées à la condition 4.2.4.5.

De plus, l'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, des mesures en polluants (appelées aussi contrôle périodique réglementaire) listés à la condition 4.2.4.5 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Toutes les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes citées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif à aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Ce programme de surveillance et ce contrôle périodique réglementaire comprennent les dispositions prévues dans le tableau ci-après :

Paramètres	Combustible : Fioul domestique			Combustible : Gaz naturel		
	Programme de surveillance		Contrôle périodique réglementaire	Programme de surveillance		Contrôle périodique réglementaire
	Mesures en continu	Mesures annuelles	1 fois par an	Mesures en continu	Mesures annuelles	1 fois par an
Débit	X		X	X		X
Oxygène	X		X	X		X
SO <sub>2</sub>	Estimation basée sur la consommation		X		X	X
NO <sub>x</sub>	X		X	X		X
Poussières		X	X		X	X
CO	X		X	X		X
HAP			X	-	-	-
COV			X	-	-	-



Paramètres	Combustible : Fioul domestique			Combustible : Gaz naturel		
	Programme de surveillance		Contrôle périodique réglementaire	Programme de surveillance		Contrôle périodique réglementaire
	Mesures en continu	Mesures annuelles	1 fois par an	Mesures en continu	Mesures annuelles	1 fois par an
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés			X			
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés			X			
Plomb (Pb) et ses composés			X			
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés			X			
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )			X			

**Nota :** Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Sur demande de l'exploitant au service d'inspection des installations classées, le contrôle périodique réglementaire annuel concernant les émissions des chaudières alimentées au FOD pourra ne pas être réalisé si le FOD n'a pas été utilisé.

Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par des intervalles de confiance à 95% d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- SO<sub>2</sub> : 20 %,
- NO<sub>x</sub> : 20 %,
- Poussières : 30 %,
- CO : 20 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- SO<sub>2</sub> : 20 % de la valeur moyenne horaire,
- NO<sub>x</sub> : 20 % de la valeur moyenne horaire,
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire,
- CO : 20 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de la condition 4.3.4.

Le bilan des mesures du programme de surveillance est transmis au minimum trimestriellement à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le Préfet peut demander une transmission du bilan plus fréquente.

Les résultats de mesures des émissions de polluants réalisées pour le contrôle périodique réglementaire sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

De plus, l'exploitant établit un bilan annuel des résultats des mesures réalisées pour le programme de surveillance et pour le contrôle périodique réglementaire dans le respect des conditions 4.3.3 et 4.3.4. Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

#### **CONDITION 4.3.3 : MESURES EN CONTINU**

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- Aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ;
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

#### **CONDITION 4.3.4 : MESURES DISCONTINUES**

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats, déterminés par le présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites.

### **CHAPITRE 4.4 : Mesures particulières applicables des valeurs limites d'émission et la surveillance des rejets**

Les valeurs limites indiquées à la condition 4.2.4.5 et la surveillance des rejets définie au 4.3.2 ne s'appliquent pas aux chaudières de secours, c'est à dire aux chaudières destinées uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale en cas de défaillance ou de non-fonctionnement pour maintenance de celle-ci.

Pour le fioul domestique, les valeurs limites en SO<sub>2</sub> et en poussières pourront être révisées au vu d'une étude technico-économique détaillée transmise au préfet. Cette étude devra être réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Si nécessaire, les VLE applicables (condition 4.2.4.5) et la surveillance des rejets (condition 4.3.2) seront définies par arrêté complémentaire.

Dans tous les autres cas, les valeurs limites doivent être respectées.

## **TITRE 5 : DECLARATION DES EMISSIONS**

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

## **TITRE 6 : DELAI D'APPLICATION**

Le présent arrêté est applicable dès notification.

### **ARTICLE 2 :**

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

##### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

##### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

### **ARTICLE 3 :**

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société GENNEDITH.
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

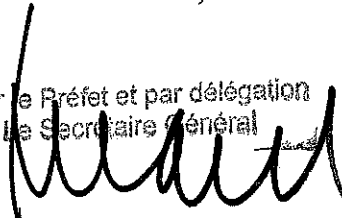
**ARTICLE 4: PERSONNES CHARGEES DE L'EXECUTION DE L'ARRETE  
COMPLEMENTAIRE**

Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Maire de Gennevilliers, Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Nanterre, le 8 DEC. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



**Didier MONTCHAMP**